



QUALICONSULT SECURITE

**Délocalisation du Bureau de Poste
33480 CASTELNAU MÉDOC**

MAITRE D'OUVRAGE	MAITRE D'OEUVRE	COORDONNATEUR SPS
MAIRIE de CASTELNAU rue du château d'eau 33480 CASTELNAU	COCO ARCHITECTURE La Touille, BP 09 24250 CENAC St JULIEN	QUALICONSULT SECURITE Fabrice FAUX Technoclub – Bât. C Avenue de l'Hippodrome 33170 GRADIGNAN

**PLAN GENERAL DE COORDINATION DE
CHANTIER**

MISE A JOUR		
INDICE	DATE	N° DE LA FICHE CONCERNEE
0	13/05/16	PGC Initial

--

SOMMAIRE

ARTICLE 0	3
RÉGLEMENTATION - DISPOSITIONS DU SCHEMA D'ORGANISATION DE CHANTIER.....	3
0.1 OBJET DU SCHEMA D'ORGANISATION DE CHANTIER.....	3
0.2 FONCTIONNEMENT.....	3
0.3 TABLEAU DES OBLIGATIONS DES ENTREPRISES.....	3
1.1 Description succincte de l'opération	4
1 - 2 Adresse du chantier.....	4
1.3 Désignation des lots.....	4
1 - 4 Calendrier général des travaux.....	4
1 - 5 Prévision des effectifs et catégorie de l'opération.....	4
1.3 MODALITÉS LÉGISLATIVES D'APPLICATION DE LA SECURITE ET DE LA SANTÉ SUR LE CHANTIER.....	5
1.3.1 - RELATIVE A LA COORDINATION SECURITE ET PROTECTION DE LA SANTÉ.....	5
1.4 - ADRESSES DES PRINCIPAUX INTERVENANTS.....	5
ARTICLE 2	6
TABLEAU DES OBLIGATIONS DES ENTREPRISES.....	6
ARTICLE 3	8
ORGANISATION DES SECOURS - PROTECTION INCENDIE.....	8
3.1 - ACCÈS AU CHANTIER.....	8
3.2 - TELEPHONE DE SECOURS.....	8
3.3 - PROTECTION CONTRE L'INCENDIE.....	8
3.3.2 - TRAVAUX PAR POINT CHAUD.....	8
ARTICLE 4	9
OBLIGATIONS RÉGLEMENTAIRES DES ENTREPRISES.....	9
4.1 - SOUS TRAITANCE.....	9
4.2 - LE REGISTRE JOURNAL DE LA COORDINATION.....	9
4.3 - PHASE DE PRÉPARATION DE CHANTIER.....	9
4.4 - PHASE DE TRAVAUX.....	10
4.5 - INFORMATION DU PERSONNEL.....	10
4.6 - FORMATION DU PERSONNEL A LA SECURITE.....	10

ANNEXES :

- *liste des intervenants*
- *fiche d'appel en cas d'accident*



ARTICLE 0

RÉGLEMENTATION - DISPOSITIONS DU SCHEMA D'ORGANISATION DE CHANTIER

0.1 OBJET DU SCHEMA D'ORGANISATION DE CHANTIER

Le présent schéma a pour objet l'application de la loi n° 93.1418 du 31/12/93 et le décret n° 94.1159 du 26/12/94, dans le cadre des chantiers de 3ème catégorie où des travaux à risques particuliers, suivant la liste du 25 février 2003, n'ont pas été identifiés

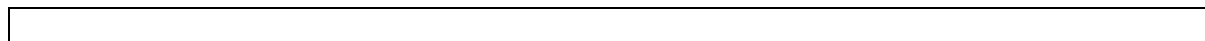
0.2 FONCTIONNEMENT

Le Schéma d' Organisation de Chantier en matière de sécurité et de protection de la santé est joint aux autres documents remis par le Maître d'Ouvrage aux entrepreneurs qui envisagent de contracter.

Tenu à disposition sur le chantier, il peut être consulté par les organismes appelés à intervenir.

0.3 TABLEAU DES OBLIGATIONS DES ENTREPRISES

Pour faciliter la lecture du schéma d'organisation de chantier, il est rédigé sous forme d'un tableau des obligations des entrepreneurs en matière de coordination.





ARTICLE 1 RENSEIGNEMENTS ADMINISTRATIFS GENERAUX

1.1 Description succincte de l'opération

La présente opération consiste en la délocalisation du Bureau de Poste dans l'ancienne caserne de Pompiers

1 - 2 Adresse du chantier

rue du château d'eau
33480 CASTELNAU

1.3 Désignation des lots

Lots séparés

MACONNERIE
MENUISERIE EXTERIEURE
METALLERIE
PLATRERIE
MENUISERIE BOIS
CARRELAGE
FAUX PLAFOND
CLOISONS AMOVIBLES
PEINTURE

1 - 4 Calendrier général des travaux

Début des travaux : Juin 2016
Durée des travaux : 7mois

1 - 5 Prévision des effectifs et catégorie de l'opération

L'opération est classée en [niveau III](#)

--

1.3 MODALITÉS LÉGISLATIVES D'APPLICATION DE LA SECURITE ET DE LA SANTÉ SUR LE CHANTIER

1.3.1 - RELATIVES A LA COORDINATION SECURITE ET PROTECTION DE LA SANTÉ

La présente opération intègre un coordonnateur de sécurité et de protection de la santé dans l'équipe de Maîtrise d'œuvre dès la phase de conception et pendant la phase réalisation.

Les pièces administratives générales à rédiger sont les suivantes :

- 1) Le schéma d'organisation de chantier.
- 2) Le Dossier d'Interventions Ultérieures sur Ouvrage (DIUO).
- 3) L'élaboration et la tenue du Registre Journal de coordination faite par le coordonnateur.

Affichage obligatoire sur chantier à usage du public

Panneau dit "de chantier".

Ce panneau doit comporter les indications suivantes, avec en plus, nom, adresse et téléphone (article R.8221-1 du Code du Travail):

- Permis de démolir
- Permis de construire
- Caractéristiques de l'opération
- Maître d'ouvrage
- Maître d'œuvre
- Contrôleur technique
- Coordonnateur SPS
- B.E.T.
- Ingénieurs conseils: spécialité
- Entreprises: spécialité

Pour être visibles, les plus petites lettres doivent avoir au moins 8 cm de hauteur.

1.4 - ADRESSES DES PRINCIPAUX INTERVENANTS

La liste des coordonnées des principaux intervenants est jointe en annexe au présent Schéma d'Organisation de Chantier et de Coordination SPS.

--



ARTICLE 2

TABLEAU DES OBLIGATIONS DES ENTREPRISES

Cantonnements

Dispositions Générales :

Les cantonnements comporteront un lieu de restauration, des vestiaires, des sanitaires et seront prévus pour l'ensemble du personnel de toutes les entreprises.

La dimension des pièces faisant offices de cantonnements sera adaptée aux effectifs de pointe en fonction des variations consécutives à la planification des travaux préétablis.

Il est rappelé que le personnel intervenant sur le chantier doit utiliser des installations sanitaires, des réfectoires et des vestiaires mis à leur disposition.

Localisation

Leur localisation sera, dans la mesure du possible, permanente jusqu'à la fin du chantier. Dans le cas où les travaux nécessiteraient un déplacement du cantonnement en place, celui-ci devra être déplacé dans les zones disponibles à proximité des lieux d'intervention. Dans le cas d'une impossibilité de déplacement de toute ou partie de la base vie, des travaux d'aménagement de locaux existant ou de pièce dans le bâtiment en construction devront être entrepris.

Accès au chantier depuis le cantonnement

L'accès aux postes de travail depuis les cantonnements sera conçu d'une manière à privilégier et à faciliter les déplacements linéaires directs du personnel de chantier, en fonction des différentes contraintes physiques liées à la configuration des locaux .

Locaux vestiaires

La surface totale à prévoir sera calculée en prenant comme base 1,25 m² minimum par personne présente sur le chantier.

Ils devront posséder des armoires vestiaires à 2 compartiments.

--

Ils seront convenablement chauffés, ventilés et éclairés.

Ils seront nettoyés quotidiennement.

En fonction des variations des effectifs de chaque entreprise pendant le déroulement de l'opération, celles-ci seront amenées à occuper des surfaces des locaux vestiaires plus ou moins importantes et devront, le cas échéant, libérer tout ou partie des surfaces lors de la réduction de leur activité.

Locaux sanitaires

Les sanitaires seront installés et raccordés avant le début des travaux.

Le nombre de postes d'eau sera défini suivant la base d'un point d'eau chaude et froide pour 5 personnes.

L'eau sera potable et à température réglable.

Il sera prévu des WC à la turque et des urinoirs avec chasses d'eau, sur la base d'un WC et d'un urinoir pour 20 personnes.

Un WC, au moins, devra comporter un poste d'eau.

Les canalisations des cantonnements devront être installées "hors gel".

Les douches (1 pour 20 personnes) comporteront individuellement:

- une porte pleine,
- un sas de déshabillage équipé d'un siège et de patères
- un rideau de séparation

Ces locaux devront être correctement éclairés, aérés, désinfectés et chauffés. De même, le nettoyage et leur désinfection devront être effectués **aussi souvent que nécessaire** afin de maintenir ces lieux propres.

Local réfectoire

La surface totale à prévoir sera calculée en prenant comme base 1,50 m² minimum par personne.

Ce local devra être correctement chauffé, éclairé, aéré et disposer d'un chauffe-gamelles électrique ou d'un micro-onde, d'un réfrigérateur et d'un évier muni d'un robinet d'eau potable, fraîche et chaude.

Alimentation en eau et évacuation des eaux usées des cantonnements

--

Les ensembles de douche et lavabos devront être pourvus d'un réseau d'alimentation "hors gel" en eau froide et eau chaude, y compris chauffe-eau nécessaire et robinets.

Les ensembles de WC ou urinoir devront être pourvus d'un réseau d'alimentation en eau froide.

L'ensemble des évacuations des eaux usées et eaux vannes se fera par le (ou les) réseau le plus proche. Si ce dernier est inexistant, une fosse sera mise en place afin de recueillir les effluents. Cette dernière sera vidangée autant de fois que nécessaire pendant son exploitation.

Alimentation électrique des locaux réservés au personnel

Cette alimentation sera suffisante pour:

- les ampoules d'éclairage
- le chauffage correct des locaux: prévoir les appareils nécessaires
- le chauffage de l'eau chaude nécessaire: prévoir les ballons
- les chauffe-gamelles, réfrigérateur, ventilation etc ...

Ces travaux d'alimentation électrique devront être conformes aux décrets et normes en vigueur.

- Vérification de l'installation électrique primaire et secondaire:

Par organisme agréé tout les douze mois et transmettre une copie du PV de contrôle au coordonnateur SPS

- Installation de sanitaires complémentaires: Suivant emplacement de la base vie, un deuxième sanitaire sera éventuellement à prévoir, cela sera précisé en cours de chantier par le coordonnateur SPS.

--

RÉPARTITION PAR ENTREPRISE DES MOYENS COMMUNS D'HYGIÈNE ET DE SECURITE DU CHANTIER		
ENTREPRISE	MOYENS COMMUNS	COMPTE D'IMPUTATION
Gros Oeuvre	Organisation générale du chantier	Gros Oeuvre
	Fermeture du chantier	Gros Oeuvre
	Aménagement des cantonnements et sanitaires dans locaux spécifiques à mettre en place	Gros Oeuvre
	Mise à disposition d'une ligne téléphonique à l'usage de la sécurité	Portable
	Nettoyage des installations de la base vie	Gros Oeuvre
	Réalisation des panneaux de chantier	Compte prorata
	Maintien en état de propreté pendant la durée des travaux des extérieurs de chantier y compris les abords et dessertes	Chaque lot ou Compte prorata
	Mise en place de bennes à gravats	Compte prorata
	Mise en place des protections collectives	Gros Oeuvre
	Branchement d'électricité à partir de l'armoire principale existante et mise en place de coffrets de chantier Vérification par un organisme agréé de l'installation de chantier	Electricité
Electricité	Eclairage des zones de travaux (si nécessaire)	Electricité
Gros Oeuvre	Branchement et adduction d'eau potable pour le chantier	Sans objet robinets de puisage existants

RÉPARTITION PAR ENTREPRISE DES MOYENS COMMUNS D'HYGIÈNE ET DE SECURITE DU CHANTIER		
Gros Oeuvre	Consommation électrique et d'eau	Compte prorata
	Manœuvre des véhicules dans l'emprise publique et privée, ainsi que la manutention des matériaux et matériel pendant la période des travaux	
	Protection des ouvrages jusqu'à la réception TCE	
	Enlèvement des gravats, nettoyage après chaque travaux et évacuation	Chaque lot ou Compte prorata
	Enlèvement des emballages	Chaque lot
	Vérification réglementaire des moyens de levage et visites périodiques	Chaque lot
	Mesures à prendre en matière d'hygiène et de sécurité sur le chantier Mise en place de protections collectives pour protéger les salariés du bureau de poste de toutes chutes de matériaux lors des accès à leur poste de travail.	Gros Oeuvre
	Déplacement des clôtures et/ou protections collectives du fait de leur intervention et rétablissement assurant un niveau de sécurité au moins équivalent	Gros Oeuvre
Maître d'œuvre	Défaillance d'une entreprise pour le nettoyage	Compte prorata

NOTA : les personnels des entreprises intervenant sur ce chantier devront être munis de vêtements de travail permettant l'identification de leur entreprise.

--



ARTICLE 3

ORGANISATION DES SECOURS - PROTECTION INCENDIE

3.1 - ACCÈS AU CHANTIER

Les entreprises devront effectuer une visite de reconnaissance des accès

Compte-tenu que les travaux se déroulent en site occupé, un phasage des interventions sera respecté pour éviter toute coactivité avec le public et les salariés de l'agence.

Les circulations ne devront pas être encombrées de véhicules ou de stockage pouvant gêner l'accès des secours.

3.2 - TELEPHONE DE SECOURS

La fiche jointe en annexe devra être dûment instruite et affichée par chaque corps d'état dans le bureau de chantier, ou tout du moins dans le dossier de chantier de chaque intervenant.

3.3 - PROTECTION CONTRE L'INCENDIE

3.3.1 - STOCKAGE DE PRODUITS INFLAMMABLES

Chaque entrepreneur veillera à assurer la prévention et la protection contre tous risques d'incendie de ses matériaux. Les dépôts de matériaux inflammables seront interdits à l'intérieur et en-dehors de l'immeuble.

3.3.2 - TRAVAUX PAR POINT CHAUD

<u>Désignation des travaux réalisés :</u> <ul style="list-style-type: none">- la soudure électrique,- la soudure au chalumeau,- le meulage,- le tronçonnage- le découpage au chalumeau,- les travaux d'étanchéité (chalumeau, fendoir à bitume)	<u>Rappel des principales consignes générales :</u> <ul style="list-style-type: none">- Délimiter la zone de danger.- Enlever les produits inflammables qui s'y trouvent.- Éliminer les risques particuliers d'incendie.- Prévoir les moyens d'intervention appropriés.- Assurer la présence d'un personnel instruit de la conduite à tenir en cas de départ de feu- Prévoir un extincteur à proximité- Permis feu à faire signer par le chef d'établissement
--	---



ARTICLE 4

OBLIGATIONS RÉGLEMENTAIRES DES ENTREPRISES

4.1 - SOUS TRAITANCE

Au cas où l'entrepreneur aurait un ou plusieurs sous-traitants, il serait tenu de leur communiquer, dès la conclusion du contrat, les nom et adresse des autres sous-traitants et de leur transmettre.

4.2 - LE REGISTRE JOURNAL DE LA COORDINATION

Le coordonnateur consigne sur le registre journal de la coordination, au fur et à mesure du déroulement de l'opération :

1°) Les comptes rendus des inspections communes, les consignes à transmettre et les observations particulières qu'il fait viser par les entreprises concernées.

2°) Les observations ou notifications qu'il peut juger nécessaires de faire au Maître d'Ouvrage, à l'entreprise, aux sous-traitants et à tout autre intervenant sur le chantier, qu'il fait viser dans chaque cas par le ou les intéressés avec leur réponse éventuelle.

3°) Dès qu'il en a connaissance, les nom et adresse des entreprises, contractants, cocontractants ainsi que la date approximative d'intervention de chacun d'eux sur le chantier, et, par entreprise, l'effectif prévisible des travailleurs sur le chantier et la durée prévisible des travaux. Cette liste est, si nécessaire, précisée au moment de l'intervention sur le chantier et tenue à jour.

4°) Le procès-verbal de passage de consignes avec le coordonnateur appelé à lui succéder.

4.3 - PHASE DE PRÉPARATION DE CHANTIER

a) Dès qu'elle en a connaissance, l'entreprise titulaire de son lot diffusera au coordonnateur de sécurité et de santé les éléments suivants :

- * les noms et adresse des entrepreneurs et sous-traitants,
- * la date approximative d'intervention de chaque sous-traitant,
- * l'effectif prévisible par entreprise des travailleurs affectés au chantier,
- * la durée prévue des travaux de chaque sous-traitant.

b) Préalablement à toute intervention, chaque entreprise procédera à une inspection commune du chantier avec le coordonnateur sécurité en vue de préciser, en fonction des caractéristiques des travaux à réaliser, les consignes à observer.
Cette inspection commune aura lieu chaque fois que cela est possible, de manière à intégrer les consignes résultant de l'inspection préalable faite sur le chantier.

--



4.4 - PHASE DE TRAVAUX

Pendant toute la durée du chantier, le coordonnateur sécurité organise entre les différentes entreprises intervenantes, la coordination de leurs activités simultanées ou successives. Chaque entreprise intégrera dans son organisation de travail, le choix des moyens de protection de ses salariés et les modalités retenues en concertation avec le coordonnateur.

4.5 - INFORMATION DU PERSONNEL

Il est nécessaire que chaque entreprise assure l'information spécifique au site de son personnel, y compris les salariés intérimaires, retenu en concertation avec le coordonnateur, à savoir :

- modalités d'accueil et de circulation sur le site,
- modalités d'hygiène et de sécurité.

4.6 - FORMATION DU PERSONNEL A LA SECURITE

Loi du 6 décembre 1976 a rendu obligatoire la formation à la sécurité des travailleurs.
Décret N°79-228 du 20 mars 1979 en fixe les modalités d'application.
Loi du 12 juillet 1990 renforce la formation des travailleurs temporaires.

L'objet de cette formation est "d'instruire le salarié des précautions à prendre pour assurer sa propre sécurité et, le cas échéant, celle des autres personnes occupées dans l'établissement".

Cette formation doit permettre au salarié, dès son affectation au poste, d'exécuter son travail dans les meilleures conditions de sécurité, tant pour lui-même que pour ses collègues.

Contenu de la formation

Elle doit comprendre :

- Une information sur les conditions de circulation des personnes et engins sur les lieux de travail.
- Une formation à la sécurité dans l'exécution du travail.
- Une préparation à la conduite à tenir en cas d'accident.

Bénéficiaires de la formation

Elle doit concerner :

- Les nouveaux embauchés, y compris le personnel intérimaire.
- Les salariés qui changent de poste de travail ou de technique.
- Les salariés qui reprennent leur activité après un arrêt de travail d'au moins 21 jours, si le médecin du travail le demande.

--



Diffusion de la formation

- C'est une formation à caractère pratique intégrée dans la formation professionnelle ou les instructions de travail.
- Elle est dispensée pendant les heures de travail, sur les lieux du travail ou dans des conditions équivalentes.
- Elle doit tenir compte de la formation acquise, de la qualification, de l'expérience professionnelle, de la langue parlée ou lue du salarié.
- Les chefs de chantier et chefs d'équipe sont les pivots de ces actions de formation qu'ils peuvent se partager. En effet, présents en quasi permanence sur le chantier, ils connaissent :
 - . les hommes affectés aux différents postes,
 - . les matériels et matériaux mis en œuvre sur leur chantier,
 - . les modes opératoires définis par l'entreprise,
 - . l'organisation du chantier,
 - . toute formation consiste, à partir de ses propres connaissances, à les communiquer afin d'améliorer les comportements.

Accueil du salarié

C'est un moment important, trop souvent négligé. Il permet une bonne intégration à l'entreprise et à l'équipe. Il revêt deux aspects : l'un matériel (formalités administratives, dotation de l'outillage ou de l'équipement individuel), l'autre humain.

Pour motiver le salarié lors de l'accueil afin de le rendre réceptif aux informations à lui transmettre :

- . interrogez-le sur ce qu'il a fait auparavant, ce qu'il sait du travail. Vous apprécierez mieux ce qu'il faut lui dire,
- . donnez-lui les renseignements pratiques de vie sur le chantier (horaires, hébergement, etc ...),
- . parlez-lui de son travail, dans un contexte plus large que le poste proprement dit, afin de ne pas lui donner une vision trop parcellaire de son activité,
- . apprenez à mieux le connaître. Cela vous permettra d'adapter au mieux votre formation.

Préparation à la conduite à tenir en cas d'accident

Cette préparation du salarié doit être assurée dans le mois qui suit son affectation. Elle est destinée à éviter les improvisations qui aggravent les conséquences d'un accident. Il s'agit de montrer ce qu'il faut faire et ne pas faire en cas d'incident ou d'accident :

- . Sensibilisez votre personnel aux risques de panique qui peuvent apparaître en cas d'accident,
- . Commentez l'affiche «Appels en cas d'accident» (édition OPPBTP, voir annexes) mise en place sur le chantier.
- . Indiquez les accès au chantier et aux postes de travail pour faciliter l'organisation des secours.

Bien entendu, les salariés ainsi préparés ne remplacent pas les sauveteurs-secouristes du travail, dont la formation particulière demeure indispensable.

--



Présence d'amiante

NON PRIS EN CHARGE PAR NOTRE MISSION SPS

- Lots concernés : **A définir**
- Localisation : **Faire un diagnostic avant travaux si le bâtiment a été construit avant le 01/01/1980**
- Référence du rapport de diagnostic : non connu
- Conditions d'évacuation et d'élimination : En cas de présence avérée, un Plan de Retrait devra être établi.
- Si découverte de matériau douteux NE PAS Y TOUCHER.
- Arrêté du 22/12/2009: FORMATION AU RISQUE AMIANTE

L'arrêté du 22 décembre 2009 définit les modalités de la formation des travailleurs à la prévention des risques amiante.

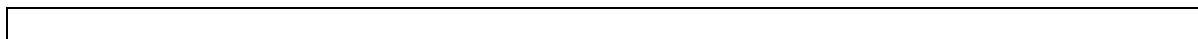
Toute personne intervenant sur des zones de travaux susceptibles de libérer des fibres d'amiante doit avoir été formé au risque amiante. Cela inclus tous le personnel, ouvrier et encadrent , des entreprises à partir du moment ou ils interviennent sur une opération de réhabilitation ou de démolition.

Cette mesure entre en application à partir du 1^{er} Juin 2011

Présence de plomb

NON PRIS EN CHARGE PAR NOTRE MISSION SPS

- Lots concernés : **SO**
- Localisation : **Faire un diagnostic avant travaux si le bâtiment a été construit avant le 01/01/1949**
- Référence du rapport de diagnostic :
- Conditions d'évacuation et d'élimination : En cas de présence avérée, un Plan de Retrait devra être établi.
- Si découverte de matériau douteux NE PAS Y TOUCHER.



LISTE DES INTERVENANTS

Maître d'Ouvrage	MAIRIE de CASTELNAU	Rue du château d'eau 33480 CASTELNAU	Tél : 05 56 58 21 50
Maître d'œuvre	COCO ARCHITECTURE	La Touille, BP 09 24250 CENAC St JULIEN	Tel: 05 53 31 10 42 Fax: 05 56 48 06 33
Coordonnateur Sécurité Santé	QUALICONSULT SECURITE	Technoclub - Bât. C Avenue de l'Hippodrome 33170 GRADIGNAN	Tél : 05 57 35 46 35
Organismes Officiels	Inspection du Travail UT 33	118, Cours Maréchal Juin 33075 BORDEAUX Cedex	Tél. : 05.56.00.07.77 Fax. : 05.56.00.08.88
	CARSAT	80, Avenue de la Jallère 33053 BORDEAUX Cedex	Tél. : 05.56.11.64.00 Fax. : 05.56.39.55.93
	Comité Régional de l'O.P.P.B.T.P.	22 rue Jacques Prévert 33700 MERIGNAC	Tél : 05.56.34.03.49 Fax : 05.56.34.42.08
Pompiers Secours			Tel :18
Police Secours			Tél : 17
SAMU			Tél : 15
HÔPITAL le plus proche	Hôpital	PELLEGRIN Place Amélie Raba Léon 33000 BORDEAUX	Tél. : 05.56.79.56.79



EN CAS D'ACCIDENT

Ce document rappelle la conduite à tenir en cas d'accident. Il doit être affiché sur les lieux de travail et dans les véhicules (art. L.4711-1 du Code du travail).

cachet de l'entreprise

Appelez le sauveteur-secouriste du travail qui, après avoir examiné la victime, vous demandera d'appeler les secours.

1 Téléphonez au :

2 Dites :

Ici chantier :

à (commune, arrondissement) :

n° rue

Autre point de repère :

Téléphone chantier :

3 Précisez : • la nature de l'accident (éboulement, asphyxie, chute...)

• l'emplacement du blessé (le blessé est sur un toit, au sol, dans une fouille...)

• s'il y a nécessité de dégagement

4 Signalez le nombre de blessés et leur état (trois blessés dont un saigne et un ne parle pas...)

5 Décrivez l'intervention du secouriste (premiers soins, bouche-à-bouche...)

6 Fixez un point de rendez-vous et envoyez quelqu'un à ce point afin de guider les secours

7 Faites répéter le message. Ne raccrochez jamais le premier



Sauveteurs-secouristes du travail : une liste à jour mentionnant leurs noms doit être affichée sur le chantier. Les sauveteurs secouristes du travail sont reconnaissables au logo placé sur leur casque ou leur tenue de travail.

Nom

Prénom

Nom

Prénom

Nom

Prénom

Nom

Prénom